

Guillaume Faye parle du calvaire des petits blancs et de la guerre des deux France



Nous ne partageons pas l'ensemble des analyses de Guillaume Faye, notamment au niveau économique, où son ultra-libéralisme nous inquiète. Nous ne le suivons pas dans toutes ses analyses, notamment quand il pense que le succès du livre de Trierweiler est dû à une alliance Sarkozy-Merkel pour accélérer la chute de Hollande. Malgré tout, nous reconnaissons à ce militant historique de la cause identitaire un talent hors du commun pour dresser le tableau d'une situation, en employant les mots qu'il faut. C'est pourquoi, exceptionnellement, nous portons à la connaissance de nos lecteurs l'intégralité d'un texte qui ne vient pas de la rédaction de Riposte Laïque, mais qui en est dans l'esprit.

Lucette Jeanpierre

Le « petit peuple » de souche, méprisé par l'oligarchie et discriminé par rapport aux immigrés

Thèse : nous assistons à une fracture majeure dans la société française, à la fois sociologique, politique, culturelle et idéologique (et...ethnique) entre deux blocs nouveaux qui ne sont plus ni la gauche ni la droite traditionnelles : un bloc délaissé et défavorisé constitué par les classes populaires de souche, en déshérence et contraintes à une "émigration intérieure" à la fois géographique et morale ; et un autre

bloc constitué par la bourgeoisie "bobo", ouverte à la mondialisation, et par les nouvelles populations immigrées en majorité islamiques et largement protégées, en croissance constante. Globalement, l'oligarchie politique et médiatique favorise le second bloc, ce qui est probablement suicidaire. Et le Front National s'impose comme le porte-parole du premier bloc. Réussira-t-il ?

Ce bouleversement est analysé dans cet article, en cinq parties : 1) Ridiculiser les classes populaires de souche. 2) L'antipopulisme, idéologie de la haine du peuple de souche. 3) La déportation intérieure des classes populaires de souche. 4) Le calvaire des "petits Blancs" 5) La guerre des deux France.

Ridiculiser les classes populaires de souche.

L'amuseur Nicolas Canteloup s'est permis sur la station Europe 1 une saillie polémique contre le journaliste Jean-Jacques Bourdin qui interviewe les politiques sur RMC, la station concurrente et détestée. Hors de toute réalité, il sous-entendait que Bourdin et RMC roulaient pour le FN et flattaient le "populisme" et la vulgarité. "Radio Bière Foot" et "Radio Marine Championne" ont été les qualificatifs employés par Canteloup. Bourdin a eu un coup de sang qui se comprend, puisque son émission est une des rares à être non partisane et à donner la parole à tout le monde. Cette affaire est très significative : RMC serait "vulgaire", la radio des petites gens, qui pensent mal, qui votent pour Marine Le Pen, bref les Beaufs.

Déjà, l'expression néologique « *les beaufs* », inventée par le caricaturiste gauchiste Cabu dans les années 70 dans *Charlie-Hebdo*, commençait à inaugurer ce mépris de la classe médiatique parisienne de gauche pour les classes populaires "de souche", brocardées et ridiculisées. "Beauf" est la contraction de "beau-frère". C'est intéressant, car cela vise les liens inter-masculins des familles nombreuses françaises autochtones des couches modestes, un modèle détesté par les

bobos parisiens. Le beauf est caricaturé selon le stéréotype du bonhomme vulgaire, chasseur, raciste, macho, voire aviné. Les innombrables comiques bas de gamme, masculins et féminins, qui encombrant les médias, tous membres de l'oligarchie médiatique, ne cessent de prendre pour cible les valeurs, les références culturelles enracinées et "ringardes" des couches populaires de souche. L'affaire du "mariage pour tous" l'a largement démontré. Le petit peuple de souche serait raciste, sexiste, enraciné, bref, ridicule et dépassé. En revanche (énorme contradiction) les immigrés musulmans ne sont pas critiqués quand ils revendiquent leurs traditions médiévales, notamment antiféminines ou leurs mœurs obscurantistes. Cherchez l'erreur.

Pis encore : les *sans dents*. Si le rondouillet François Hollande, roi des "petites blagues", qui aurait eu une meilleure carrière à la télé chez Drucker qu'à l'Élysée, a employé cette expression condescendante, révélée par sa maîtresse éconduite Valérie Trierweiler, c'est le signe d'un état d'esprit dans la bourgeoisie de gauche : le mépris, à la limite du dégoût, pour le "petit peuple", dont les dents ne sont pas impeccables et resplendissantes de blancheur comme celles des stars de la télé. François Hollande a eu beau se fendre dans *Le Nouvel Observateur* d'une interview affligeante dans laquelle il explique qu'il a consacré toute sa vie au peuple et qu'il vient d'un milieu pauvre et modeste, il n'empêche que ce fieffé menteur est un énarque, apparatchik du PS, qui possède à Mougins (une des communes les plus chères de France) une agréable propriété. François Hollande est devenu l'emblème de cette bourgeoisie parisienne de gauche méprisante envers son propre peuple. Le méprisant est devenu méprisable.

L'antipopulisme, idéologie de la haine du peuple de souche

Il s'agit de discréditer, de délégitimer les classes populaires autochtones. Ceux qui les défendent sont présentés comme des "populistes", c'est-à-dire des démagogues fascisants. L'ennemi, c'est le petit peuple de souche. Le

concept de "populisme" a joué un rôle central. Il vise, dans une logique pseudo-démocratique, ou plutôt antidémocratique et oligarchique, à neutraliser l'opinion populaire, détestée par les élites au pouvoir. On a assisté à un bouleversement idéologique et sociologique majeur dans l'imaginaire de la gauche : les classes populaires autochtones, jadis alliées, sont devenues des obstacles, des ennemis. L'invasion migratoire a beaucoup influencé : la bourgeoisie de gauche a joué la carte des immigrés contre les Français de souche des classes moyennes et ouvrières. L'association métapolitique *Terra Nova* (à la stratégie remarquable), inspiratrice du PS, a théorisé l'idée suivante : la gauche doit se détourner des classes populaires blanches, "mal pensantes" et se concentrer sur la bourgeoisie progressiste et éclairée et surtout sur la "nouvelle France" des immigrés, en majorité musulmans. Ce sont d'ailleurs ces derniers qui ont permis l'élection de François Hollande. D'où le projet du vote des étrangers. Ce bouleversement, noté par certains politologues avec réticence, est fondamental : jadis, globalement, les classes populaires votaient à gauche et la bourgeoisie à droite. Aujourd'hui, on assiste à une inversion.

Mais ce matraquage antipopuliste reste sans effet sur les classes populaires, qui sont moins imbéciles que ne le croient les propagandistes officiels. Elles voient bien que la manipulation de concepts comme "démocratie citoyenne" ou "république" vise à légitimer un pouvoir oligarchique antipopulaire. Les réformes "sociétales" (mariage homo, théorie du genre, etc.) sont destinées aux bobos ; les réformes "sociales", elles, sont uniquement destinées aux immigrés, les classes populaires autochtones en étant exclues de fait, sauf pour les financer. (1) La diabolisation du terme "populisme" signifie donc que l'opinion du peuple autochtone de souche est devenue illégitime. La démocratie ne signifie plus la volonté du peuple mais celle de l'oligarchie. Tout cela au nom de la morale des Droits de l'homme et du détournement de la notion de "république". Comme l'avait bien

vu Jean Raspail, c'est la république contre la Nation. La Nation de souche est le pays réel et non pas légal, donc non représentatif aux yeux des dirigeants.

Dans les émissions politiques radios et TV, les classes populaires de souche n'ont jamais la parole. On critique beaucoup la Russie de Poutine où les médias seraient aux ordres du pouvoir. Mais en France, plutôt que de dénoncer la paille dans l'œil de l'autre, voyons la poutre dans la nôtre. En France, les grands médias audiovisuels et écrits ne donnent la parole qu'à un cercle très restreint d'intervenants, triés sur le volet. Le système médiatique français n'a rien de "démocratique" : il est presque entièrement manipulé et circonscrit par la caste politiquement correcte. Mot d'ordre : l'opinion populaire de souche doit être exclue de tous les débats.

Les milieux homosexuels parisiens sans aucun problème financiers, les Femen, les faux réfugiés étrangers, les clandestins sans papiers, les récidivistes, etc. bénéficient de tous les soins de l'État français et des médias. Ils sont dans l'air du temps. En revanche, les classes populaires de souche, en particulier non fonctionnaires, ne sont pas dans l'air du temps. Elles peuvent crever en silence. Les trotskistes embourgeoisés du PS détestent le peuple de souche et les méduses de la droite et du centre s'en moquent comme de leur première chemise.

La haine de la France profonde et populaire, attachée aux traditions, est donc un des fondamentaux de la classe médiatique et politique au pouvoir. Le même symptôme se retrouve dans d'autres pays d'Europe. Dans leur majorité (pas à 100% évidemment), les médias, les intellectuels, les institutions européennes parlementaires, judiciaires et administratives, les appareils gouvernementaux, bref l'oligarchie antidémocratique qui gouverne (comme en URSS, sous le label "démocratique") ne cessent de pencher, sous prétexte, de Droits de l'homme, en faveur de la protection de

l'immigré clandestin privilégié et des délinquants en majorité d'origine immigrée. Tout ce qui ressemble à la protection et à la préférence envers les catégories populaires européennes est assimilé au péché populiste, raciste et fasciste. Par une sinistre inversion, l'État de droit ne protège plus le peuple, il le dépouille de ses défenses. Il est implicite, d'autre part, que les classes moyennes autochtones, doivent payer et se taire. Les envahisseurs se ravissent de cette maladie mentale. Et tous les autres pays du monde extra-européen nous regardent en pensant que nous sommes devenus fous.

La déportation intérieure des classes populaires de souche

Dans *La France périphérique, comment on a sacrifié les classes populaires* (Flammarion), le géographe Christophe Guilluy démontre que 61% de la population française a été reléguées hors des grandes agglomérations ; les classes populaires se concentrent dans les villes petites et moyennes enclavées et dans les espaces ruraux. Comme l'a relevé le sociologue Dominique Lorrain, les "banlieues sensibles" ne sont nullement abandonnées mais au contraire privilégiées dans d'énormes proportions par les investissements publics – sans aucun résultat en matière de paix sociale. Les mensonges des médias sur les "quartiers immigrés défavorisés" sont dignes de la propagande soviétique. L'image misérabiliste de banlieues ghettos où seraient parqués des immigrés afro-maghrébins condamnés à la pauvreté est à la fois un fantasme et une propagande. Le revenu moyen dans les banlieues d'immigrés est la plupart du temps de 20% supérieur à celui des zones périphériques ou éloignées où vivent les classes populaires de souche, les "petits Blancs" ignorés. Abreuvées de subventions, d'allocations, d'aides de toute nature, la Seine Saint Denis ou les banlieues marseillaise, lyonnaise, lilloise, etc. sont, en terme de PIB, beaucoup plus aisées que la Meuse, l'Ariège, le Cantal. Précisons qu'aux aides, payées par les classes moyennes de souche ultra-fiscalisées, s'ajoutent les revenus substantiels des trafics, dont celui de stupéfiants, de moins

en moins réprimés. Chiffre sans appel destructeur de légendes : 85% des ménages pauvres (qui gagnent moins de 993€ par mois, soit 60% sous le salaire médian) n'habitent pas dans les "quartiers sensibles " immigrés.

Le cœur des grandes villes, liées à l'économie mondialisée, connaît une "gentrification" : employés et ouvriers on fui, rebutés par la cherté, laissant la place aux cadres du secteur tertiaire, les "bobos" partisans de l'ouverture dans tous les domaines. Dans les banlieues adjacentes, vivent les immigrés à qui sont réservés les logements sociaux. Les classes populaires françaises de souche, qui refusent de cohabiter dans les HLM avec ces populations qui les détestent et les rejettent pratiquent progressivement l'émigration intérieure vers les zones périphériques micro-urbaines ou semi-rurales enclavées, sans créations d'emplois, loin des métropoles dynamiques. Ils sont les invisibles, les vrais exclus.

À quelque chose, malheur est bon : à cette relégation des classes pauvres de souche, correspond la fin du modèle de l'assimilation et du mélange entre classes populaires françaises et immigrées ; donc une possibilité de préserver, de sanctuariser une identité française et européenne populaire, à la fois contre l'islamisation, le métissage ethno-culturel et le cosmopolitisme. Car la problématique de l'assimilation a changé de nature, s'est inversée : il n'est plus possible, pour des raisons démographiques de nombre, d'assimiler et d'intégrer des immigrés minoritaires à la culture autochtone ; il s'agit d'éviter l'assimilation de l'identité populaire de souche aux nouvelles populations, donc sa destruction définitive.

Néanmoins, ce phénomène a pour contrepartie la fin de la prospérité et de l'ascension sociale pour les classes populaires autochtones, au bénéfice des immigrés. Selon Christophe Guilluy, précité : « *le problème social et politique de la France , c'est que pour la première fois depuis la révolution industrielle, la majeure partie des*

catégories populaires ne vit plus là où se crée la richesse [...] Les seuls phénomènes d'ascension sociale dans les milieux populaires se constatent dans les catégories immigrées des métropoles. Cadres ou immigrés, tous les habitants des grandes agglomérations tirent bénéfice d'y vivre. [...] Les catégories populaires n'ont plus de perspectives d'ascension sociale ».

Parfois même, des retraités ou des couples avec enfants fuient dans certaines zones périphériques enclavées, non pas seulement pour des raisons économiques, mais parce que la présence des immigrés y est moins forte ou insignifiante et donc la criminalité basse et l'environnement général (notamment scolaire) meilleur. Il s'agit des "réfugiés ethniques", un phénomène qui signe la disparition de l'unité de la France.

Les petites villes où se réfugient les classes modestes de souche sont traitées par les autorités centrales de manière inique. Non seulement elles ne bénéficient pas des privilèges des centres des grandes métropoles ni des subventions débordantes des banlieues, mais l'État les dépouille de leurs services publics et de leurs ressources économiques. Comme à Joigny, dans l'Yonne, où les deux tribunaux, la maternité, le service chirurgical de l'AP, la garnison de 400 hommes ont été supprimés. Le "petit Blanc" est implicitement perçu comme un salaud intrinsèque, un gêneur qui doit se débrouiller.

Le calvaire des " petits Blancs"

La pauvreté, voire la misère pudique des "petits Blancs" dont personne ne parle, laisse indifférents les bobos amoureux des Beurs-Blacks des *banlieues favorisées*. Pis encore : non content d'avoir chassé des centres les classes modestes, le pouvoir les poursuit jusque dans leurs refuges des petites villes : il leur impose, par les règles toujours plus dures des logements sociaux obligatoires (réservés aux non-Européens par discrimination ethnique de fait) la présence de ces immigrés qu'ils fuyaient.

Contrairement aux immigrés, privilégiés par les oligarchies, et qui se disent par ruse cynique défavorisés et opprimés (technique islamique) afin d'obtenir toujours plus, les classes modestes de souche se sentent, elles, *réellement* trahies par leurs dirigeants, délaissées, défavorisées, subtilement discriminées. D'où une possible révolte, qui gronde déjà. Les "petits Blancs", on ne les voit jamais à la télé et les médias ne parlent que fort peu de leur vie quotidienne, en comparaison des tonnes de larmes versées sur les "quartiers défavorisés" où vivent les prétendus exclus.

De même, le racisme anti-Blancs, fait objectif qui pourrait la vie des classes populaires qui n'ont pas pu déménager des banlieues, est banni du discours, censuré. Malheur à celui qui l'invoque, comme Copé en a fait l'expérience. Au contraire, on invente un racisme anti immigrés à la fois pour victimiser de fausses victimes et culpabiliser de faux coupables. Subtil langage totalitaire qui retourne la réalité.

Dans les faits, les logements sociaux (lois SRU) sont attribués selon des critères ethniques et raciaux aux immigrés – Français de papier ou étrangers– Les Français de souche modestes n'en bénéficient pas. Et, de toutes façons, ils ne font pas de demandes pour habiter dans des HLM où ils cohabiteraient avec des populations qu'ils ne supportent pas. Non par racisme contre ces populations, mais parce qu'ils savent bien au quotidien que les vraies victimes du racisme, du harcèlement quotidien, ce sont eux.

À côté de la discrimination économique, les classes populaires de souche sont les premières, voire les seules, à affronter et à subir les effets de l'immigration de masse. La bourgeoisie des centres-villes, qui est souvent "antiraciste", pro-immigration, qu'elle vote PS ou pour le centre ou la droite, en est globalement préservée. L'immigré(e), c'est surtout la femme de ménage clandestine payée au noir. En revanche, les classes populaires autochtones prennent de plein fouet l'immigration, surtout quand elles n'ont pas les moyens de

quitter les quartiers envahis où une cohabitation forcée devient un calvaire : racisme quotidien, criminalité angoissante, présence envahissante de l'islam. Un sentiment de dépossession s'installe. Le "petit peuple" n'a qu'un seul vrai bien : sa propre patrie. Quand celle-ci l'abandonne et s'effondre sous ses pieds comme un château de sable, il n'a que deux solutions : le désespoir ou la révolte.

L'oligarchie et les médias victimisent les "jeunes des banlieues" qui ne sont nullement à plaindre mais au contraire privilégiés ; ils sont totalement indifférents, voire hostiles, aux classes moyennes et modestes de souche. De plus, ils sont tellement amoureux de leurs protégés qu'ils ferment les yeux sur leur antisémitisme obsessionnel, après avoir minimisé le niveau explosif de leur criminalité. De plus, du fait de la discrimination positive en faveur de la "diversité", les embauches dans des postes peu ou moyennement qualifiés, notamment celles des grands groupes, pratiquent une *préférence ethnique* systématique en faveur des immigrés, même étrangers, au détriment des Français de souche. On préfère les laisser au chômage, même avec une qualification supérieure. La grande distribution est en pointe dans cette pratique raciste dissimulée.

Dépossédés de leur culture, de leurs mœurs par l'alliance de l'oligarchie et de sa clientèle immigrée majoritairement islamisée, les classes populaires de souche ne sont pas seulement chassées de leur habitat traditionnel et défavorisées économiquement ; l'oligarchie veut aussi les "défranciser", les "déseuropéaniser". Les programmes de l'Éducation nationale bannissent l'Histoire de France et le patriotisme français comme le sentiment européen au profit d'une histoire truquée et réécrite souvent islamophile. Les références ancestrales, mémorielles, autochtones, historiques ou culturelles sont découragées ou interdites. L'immigré (surtout musulman) a droit à sa mémoire, à sa tradition, à ses mœurs. Pas le petit Français (ou Européen) de souche.

L'ennemi, c'est l'identité française et européenne des classes populaires. Il faut les déraciner. Il faut les détruire. Il faut "changer de peuple", comme le préconise le *think tank* Terra Nova inspirateur du PS. Un ethnocide *soft* est en train de se produire. Avec une incroyable perversion malade et masochiste, puisque les auteurs de ce sabotage sont eux-mêmes, la plupart du temps, Français de souche.

La guerre des deux France

La « *naissance d'une contre-société* » et une « *guerre culturelle des deux France* » est la prédiction de Christophe Guilluy, précité. (2) En effet, ou bien ces "invisibles" du pays de souche se cachent dans leurs zones en attendant de disparaître, comme des hérissons apeurés dans leur terrier, ou bien ils s'imposent comme *nouvelles classes révolutionnaires*. On en eut l'avant goût avec la révolte des "bonnets rouges" de Bretagne, qui a fait exploser les anciens clivages de classe issus du XIXe siècle : petits salariés précaires du privé, chômeurs, patrons de TPE assommés par les taxes et les charges, agriculteurs, artisans, commerçants prolétarisés. À cette révolte trans-classes, de nature économique, s'ajoute une exaspération contre les privilèges de l'appareil des fonctionnaires, contre l'insécurité et le parasitisme endémique des masses immigrées protégées et excusées, contre le laxisme judiciaire, contre la dégradation de l'Éducation nationale provoquée par l'oligarchie égalitariste (pour les autres) qui met, elle, ses enfants dans le privé payant et élitiste, contre le matraquage fiscal des foyers avec enfants des classes moyennes modestes, contre l'islamisation, etc. Des phénomènes semblables se produisent dans d'autres pays européens, notamment en Grande Bretagne où le déclassement des "petits Blancs" de la *working class* est préoccupant.

Toutes ces révoltes et frustrations hétéroclites peuvent former un cocktail explosif. Le FN peut les fédérer, les démultiplier, les synthétiser, leur donner un sens révolutionnaire. Encore faudrait-il que le FN en ait la

volonté et la capacité, si jamais il parvient au pouvoir. Actuellement, c'est le Front National qui regroupe l'électorat de ces classes populaires. L'analyse est complexe : il est vrai que la gauche a essayé de faire monter en puissance, depuis Mitterrand, le FN pour carboniser la droite plan-plan. Mais aujourd'hui, le FN, comme un Golem devenu incontrôlable, risque de dévorer les partis de gauche. Problème : le FN le pourra-t-il ? Aura-t-il la force révolutionnaire, le caractère et la compétence pour accomplir un travail titanesque ? Pas évident. Mais ce qui affole l'oligarchie parisienne de gauche, c'est cette montée du FN qui n'est pas tant perçue comme un parti d' "extrême droite" (concept devenu inopérant) que comme le parti du peuple, en particulier du peuple de souche des classes pauvres ou en voie de prolétarianisation.

Cette guerre des deux France, en gestation fœtale, s'apparente à une nouvelle lutte de classes, mais avec une puissante dimension ethnique et culturelle (immigration extra-européenne plus islamisation), ce qui constitue une nouveauté radicale et explosive dans l'histoire de ce pays (3). La " nouvelle classe" bourgeoise ou "hyper classe" (parce que liée à l'économie-monde) est objectivement l'alliée des masses immigrées toujours plus islamisées. Avec l'appoint, fragile mais réel, des millions de salariés protégés et privilégiés des fonctions publiques et parapubliques.

La situation décrite ici peut donc déboucher sur un processus révolutionnaire, mais sans aucune certitude. Une chose est sûre : l'oligarchie et les bobos seront un jour victimes de leurs protégés immigrés et islamisés. L'avenir n'est écrit nulle part dans les détails, mais une chose est sûre : il va y avoir du sport et toutes les composantes d'une guerre civile sont en train de se mettre en place. La question est : qui va écrire le scénario et quand ?

Guillaume Faye

NOTES

1. L'énorme paradoxe, c'est que les immigrés musulmans sont, eux aussi, et sur deux points, le mariage homo et la théorie du genre, totalement opposés à l'oligarchie et à l'idéologie dominante. Mais ils s'en moquent. Leur conquête de la France – qui pour la plupart n'est pas leur patrie – ne passe pas par ce genre de combat.

2. Cf Interview de CH. Guilluy par Guillaume Perrault, *Le Figaro*, 12/09/2014 « *La France périphérique est devenue une contre société* ».

3 Cf. ma brochure *La nouvelle lutte de classes*, Éd. du Lore.